

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

un grand pont qui traverse une grande rivière. Nous avons construit un manège pour le contingent de nos forces armées. Nous avons fait construire un gros édifice abritant la cour provinciale. Nous avons fait construire toute une série de petites casernes de pompiers, de salles communautaires, un centre d'équitation, un terrain de corrida américaine et un terrain d'exposition foraine. Nous avons construit de grandes autoroutes et rénové et agrandi le système des égouts. Nous avons installé une usine de traitement des eaux vannes et une usine de traitement de l'eau. Or, tous ces services relèvent du secteur public. J'en ai omis un bon nombre, par exemple de nouveaux quais, une plage et un parc, ainsi de suite.

Si l'on fait le compte de toute l'activité économique qui a eu lieu dans la ville de Kamloops et ses environs depuis quelques années, je dirais que nous en devons au moins 90 p. 100 au secteur public. Ce secteur a permis de recourir aux services de centaines de fournisseurs et de dizaines de petites fabriques. Si l'on supprime toutes ces dépenses effectuées par le secteur public, je me demande bien ce qu'il nous restera. Les fabriques qui s'installent dans la région de Kamloops sont souvent influencées par les subventions qu'elles touchent en vertu d'un programme d'encouragement qui leur accorde des capitaux de \$500,000 ou encore les aide dans leurs projet de recherche et de développement, ainsi de suite. Même des sociétés du secteur privé qui se sont installées dans la ville de Kamloops l'ont fait à cause de l'appui qu'elles obtiennent d'un niveau de gouvernement ou d'un autre.

Si nous acceptons aveuglément que le secteur privé seul fera tout et que le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial ou régional et les municipalités n'ont rien à dire je serai très inquiet. En toute déférence pour mes collègues conservateurs, il me semble un peu simpliste de prétendre que le monde changera maintenant et que nous compterons entièrement sur le secteur privé, composé des petites et moyennes entreprises, pour créer un demi-million d'emplois durant les quelques prochaines années. Je crois que nous fermons les yeux sur les réalités de la vie économique.

Quand nous sommes priés d'accorder l'autorisation d'emprunter 18.2 milliards, je suis particulièrement inquiet parce que le gouvernement présume que toutes les régions canadiennes sont exactement semblables et qu'il n'y a aucune difficulté particulière dans certaines d'entre elles. Nous pouvons dire au secteur privé que nous espérons qu'il s'établira à Terre-Neuve, au Labrador, au Cap-Breton et au Nouveau-Brunswick, en Alberta et dans le nord de la Colombie-Britannique, mais ces régions sont très durement éprouvées. Je constate que le député de Red Deer est ici. Il sait combien la situation est critique dans certaines régions de l'Alberta et ailleurs dans d'autres régions de l'ouest et du nord du Canada. Au moment où nous prélevons davantage d'argent de ces localités par des hausses d'impôt, où nous réduisons les majorations que les personnes âgées pouvaient escompter dans les années à venir et retenons la somme de \$512 de chaque famille par l'intermédiaire de ce budget, nous demandons aux petites et moyennes entreprises de s'installer dans ces régions. C'est peut-être un peu trop demander. Nos attentes sont peut-être excessives et dépassent peut-être les moyens de ce secteur à l'heure actuelle.

Durant les discussions qui ont suivi l'exposé budgétaire et qui ont précédé cette requête de 18.2 milliards, nous avons été déçus entre autres que le gouvernement n'évalue pas vraiment

les 170 programmes actuellement en vigueur pour venir en aide aux entreprises. Ces 170 programmes sont en principe destinés à soutenir les entreprises. Nombre d'entre eux sont efficaces, mais je soupçonne qu'un grand nombre sont entièrement superflus voire même nuisibles. Si nous voulons tenter de réduire les dépenses, ne serait-il pas plus sensé, au lieu d'imposer les personnes âgées ou comme un député l'a dit plus tôt en termes fort imagés de flanquer un coup de pied aux personnes âgées, au lieu de réduire les majorations d'allocations familiales, de pensions de vieillesse et au lieu de prélever des taxes sur ce qu'achètent les enfants dans les magasins, nous devrions évaluer les 170 programmes qui viennent en aide aux entreprises pour savoir lesquels pourraient être éliminés? Par exemple, par l'intermédiaire du régime fiscal, devrions-nous encourager les entreprises à moderniser leur outillage pour leur permettre de congédier un certain nombre d'employés? Devrions-nous les encourager, au moyen du régime fiscal, à se fusionner avec d'autres entreprises, ce qui entraîne habituellement des pertes d'emplois? Est-ce ainsi que nous devrions utiliser les deniers publics?

Une fois de plus, le budget ne contient pas de programme de dépenses fiscales. Il n'y a aucune étude des 170 programmes, permettant de nous aider à savoir lesquels sont utiles et lesquels ne le sont pas. Bien entendu, cela ajoute encore à l'impression d'injustice que laisse le budget. Il se peut qu'il soit favorable à certaines régions ou à certains secteurs industriels, au secteur de la grande entreprise en particulier. Il favorise peut-être les personnes à revenus élevés aux dépens des Canadiens moyens. Si on l'étudie de près, il se pose toute une série de questions. On peut en tirer des messages contradictoires pour les diverses régions, pour les contribuables et les Canadiens en général, sur l'orientation que le gouvernement semble vouloir prendre, en supposant qu'il en ait une à proposer.

• (1550)

Il semblerait que nous soyons maintenant dans une phase expérimentale. Samedi dernier, un certain nombre d'éditoriaux des journaux du Canada portaient sur la théorie économique dite de la percolation. On se demandait si cette théorie avait déjà marché quelque part et si elle marcherait au Canada. Pour ceux qui ne connaîtraient pas cette théorie, disons qu'elle consiste à donner des concessions fiscales ou de l'argent aux grandes sociétés et aux gens aisés parce que, éventuellement, cet argent finira par descendre ou filtrer jusqu'au contribuable moyen. L'idée, c'est que si les grandes sociétés et les riches réussissent très bien, il en sortira quelque chose.

Cette théorie a été essayée au Royaume-Uni. Margaret Thatcher a fait tout un tas de concessions fiscales aux gens à hauts revenus et aidé les grandes sociétés. Toutefois, il semblerait que les choses ne vont pas pour le mieux au Royaume-Uni et que le chômage ne baisse pas. Il se pourrait que la théorie n'ait pas marché aussi bien que prévu. Le gouvernement d'Allemagne de l'Ouest a également essayé cette formule, mais les taux de chômage augmentent et l'économie s'essoufle. Certaines personnes à revenus élevés et certaines grandes sociétés n'ont pas laissé filtrer les ressources qui leur ont été remises. Le Canada va maintenant mettre cette vieille théorie à l'essai.